

**MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE  
ET DE L'EAU**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE  
L'URBANISME**

**MINISTERE DE LA SANTE**

**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES  
LOCALES**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES  
FINANCES**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 00 3267**

**MMEE-MEATEU-MS-MATCL-MEF- SG**

**FIXANT LES MODALITES ET CRITERES DE MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE  
NATIONALE DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT EN  
MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN**

- Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau;
- Le Ministre de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme ;
- Le Ministre de la Santé;
- Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales;
- Le Ministre de l'Economie et des Finances.

**Vu** la Constitution;

**Vu** la Stratégie Nationale de l'Alimentation en Eau potable et de l'Assainissement en milieu rural et semi-urbain ;

**Vu** le Décret N° 00 - 57/P-RM du 21 Février 2000 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

**Vu** le Décret N° 00 - 58/P-RM du 21 Février 2000 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement.

**ARRETEMENT :**

**CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er:**

Le présent arrêté interministériel fixe les modalités et critères de mise en oeuvre de la Stratégie Nationale de Développement de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu rural et semi-urbain en vue d'un développement durable du secteur eau et assainissement en République du Mali.

**Article 2 :**

L'eau potable est à la fois un bien économique et social. A cet effet, les projets y afférents sont financés à la fois par l'Etat malien, les bailleurs de fonds, les communautés initiatrices et les usagers des installations.

La stratégie vise une totale appropriation par les populations rurales de la prise de décision effective dans le processus de mise en oeuvre des projets d'eau potable et d'assainissement en milieu rural et semi-urbain.

La mise en place des installations se fait conformément à la politique de décentralisation et selon les modalités et critères clairement définis dans un manuel d'exécution. La décentralisation du processus de prise de décision implique que l'administration se désengage de la fourniture des services et s'oriente vers le rôle de promoteur du secteur et de coordonnateur des opérations et de suivi-contrôle de l'utilisation des ressources en eau. Ces missions assignées à l'administration de l'eau et de l'assainissement seront de préférence réalisées par les services régionaux et locaux de la Direction Nationale de l'Hydraulique, de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances, de la Direction Nationale de la Santé Publique et de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales.

### **Article 3 :**

La stratégie d'intervention s'appuie sur trois (3) approches : (i) approche par la demande, (ii) approche participative, (iii) approche par programme. A cet effet, elle prévoit de :

- informer les communautés rurales sur les projets d'eau potable et d'assainissement ;
- appuyer les demandes exprimées par elles par la vérification de leur volonté de prendre en charge les coûts relatifs à l'investissement initial (espèces, travaux et matériaux) ;
- les assister à mettre en place les structures et les outils de gestion des installations ;
- suivre et renforcer les capacités des usagers dans l'exploitation des équipements ;
- mener des actions d'éducation pour la santé et l'hygiène ;
- coordonner et renforcer les capacités des différents partenaires ;
- surveiller l'utilisation des ressources en eau à l'échelle du territoire national.

## **CHAPITRE II - CADRE INSTITUTIONNEL**

### **Article 4:**

La mise en pratique de la stratégie de développement de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu rural et semi-urbain sera suivie par le Comité de Coordination du Secteur Eau et Assainissement.

Le Comité de Coordination du Secteur Eau et Assainissement est composé ainsi qu'il suit conformément au Décret No 95 - 447/PM-RM du 27 Décembre 1995 :

#### **Président:**

Le Ministre chargé de l'Hydraulique ou son représentant ;

#### **Vice Président:**

Le Ministre chargé du Plan ou son représentant ;

#### **Membres :**

Le Ministre chargé de la Coopération Internationale ou son représentant ;  
le Ministre chargé de la Santé Publique ou son représentant ;  
le Ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant ;  
le ministre chargé de l'Elevage ou son représentant ;  
le Ministre chargé de l'Environnement ou son représentant ;  
le Ministre chargé de l'Administration Territoriale ou son représentant ;  
le Ministre chargé des Finances ou son représentant ;  
le Ministre chargé de l'Industrie ou son représentant ;  
le Ministre chargé de l'Artisanat ou son représentant.

### **Article 5**

La mise en pratique de la Stratégie se fait par les structures ci-dessous :

Les structures chargées de la mise en oeuvre des projets sont :

- les communautés rurales;
- le conseil communal en qualité de maître d'ouvrage;

- le conseil de cercle;
- l'assemblée régionale;
- les Directions nationales en charge de l'hydraulique, de l'assainissement, de la santé publique et les ministères de tutelle.

Le rôle et les responsabilités de ces différentes structures seront définis dans le manuel d'exécution des projets.

#### **Article 6 :**

Les structures d'assistance, d'appui et de conseils aux collectivités décentralisées dans le domaine de la formulation et de la mise en oeuvre des projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement sont :

- les services techniques déconcentrés de l'administration (directions régionales en charge de l'hydraulique, de l'assainissement, de la santé publique et des Collectivités Territoriales) ;
- les Centres de Conseils aux Communes (CCC) ;
- les structures d'intermédiation sociale.

#### **Article 7 :**

Les structures d'exécution des travaux sont :

- les bureaux d'études techniques ;
- les entreprises et fournisseurs de services, les Groupements d'Intérêt Economiques (GIE) ;
- les structures privées de conseil et d'audit.

#### **Article 8 :**

Les structures chargées de la gestion et de l'exploitation des installations sont :

- les comités villageois de gestion des points d'eau et des ouvrages d'assainissement en cohérence avec les autorités communales;
- les exploitants des systèmes d'alimentation en eau potable et ouvrages d'assainissement pouvant être des personnes physiques ou morales privées dûment déclarées;
- les Associations d'Usagers (AU).

### **CHAPITRE III - ROLE ET RESPONSABILITES DE L'ADMINISTRATION ET DES COMMUNES**

#### **Article 9 :**

Les services techniques de l'Etat chargés de l'eau potable et de l'assainissement ont à :

- promouvoir le secteur de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement ;
- coordonner les activités d'alimentation en eau potable et d'assainissement ;
- assister les autorités communales et les communautés rurales dans la préparation des projets et dans leur prise de décisions, face à la complexité des installations d'eau potable et d'assainissement ;
- mettre en place un cadre incitatif pour l'intervention du secteur privé dans la réalisation, la gestion et la promotion d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;
- assister le secteur privé dans la mise en place et la gestion des installations d'eau potable et d'assainissement ;
- promouvoir des techniques appropriées aux conditions locales du Mali ;
- mettre en place un système de suivi - évaluation des systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

#### **Article 10 :**

Le Conseil communal, représenté par le Maire est maître d'ouvrage de tout projet d'eau potable et d'assainissement. A ce titre, le conseil communal :

- sélectionne, évalue et valide les sous-projets conçus par les communautés villageoises ;
- signe avec les autorités compétentes une convention de financement des projets sur la base du partage des coûts ;
- donne son avis sur la conception des ouvrages ;



INVESTISSEMENT INITIAL	population de 400 Habitants	85	10	5
	• Forage équipé de pompe solaire avec mini réseau d'adduction d'eau (cas des centres ruraux)	85	10	5
	• Système d'alimentation en eau potable avec énergie thermique (cas des centres semi urbains)	85	10	5
	• Puits à grand diamètre	85	10	5
	• Amélioration de puits traditionnel			
NIVEAU DE SERVICE SUPERIEUR AU SMB				
INVESTISSEMENT INITIAL (suite)	• Forage ou puits supplémentaire	40	10	50
	• Bornes fontaines supplémentaires ou extension de réseau	0	50	50
	• Branchements particuliers	0	0	100

	OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT			
	Latrines collectives	0	0	0
	Latrines familiales	0	0	100
	Ouvrages Individuels d'élimination des eaux usées	0	0	100
	Ouvrages d'assainissement autour des points d'eau	0	100	0
EXPLOITATION	Entretien et exploitation des équipements			
RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS	▪ Equipements dont la durée de vie est inférieure à 20 ans y compris les panneaux solaires et les groupes électrogènes	0	0	100
	▪ Equipements dont la durée de vie est supérieure à 20 ans	0	0	100

REHABILITATION D'OUVRAGES VILLAGEOIS	▪ Pompe à motricité humaine	85	15	0
	▪ pour assurer le service minimum de base	85	10	5
	▪ Pompe supplémentaire	0	0	100
	▪ Puits à grand diamètre			
	▪ pour assurer le service minimum de base	85	10	5
	▪ Puits supplémentaire	0	0	100
Réhabilitation d'adduction d'eau potable au niveau des centres ruraux et semi urbain	Système AEP	0	0	100

### **Article 13**

L'Etat prend en charge la totalité des frais d'études des projets et ceux relatifs au renforcement des capacités des structures techniques de l'administration, des acteurs au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), des opérateurs privés et des ONG évoluant dans le secteur par des actions comme :

- l'appui institutionnel à la gestion des installations ;
- la mobilisation et l'organisation des usagers ;
- la formation du personnel de gestion et d'ouvriers spécialisés (maçons pour la construction des latrines etc.) ;
- les actions d'animation et de sensibilisation des usagers.

## **CHAPITRE VI - OPTIONS TECHNOLOGIQUES -TYPES DE POMPES**

### **Article 14 :**

Les règles qui régissent les choix technologiques tiennent compte de la demande des localités, de leurs capacités financières, des conditions géologiques et hydrogéologiques du terrain et de l'adéquation rapport qualité/prix. La pertinence technologique des ouvrages et des équipements reste l'ultime objectif des options technologiques à retenir dans le cadre de la stratégie de développement de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement en milieu rural et semi-urbain.

### **Article 15 :**

Le nombre de pompes à motricité humaine est limité à trois types par région compte tenu de leur preuve au Mali. Les trois types de pompes les plus compétitifs sont retenus dans un guide technique par rapport aux critères de sélection techniquement, financièrement et culturellement approuvés par une autorité compétente reconnue dans le domaine des pompes à motricité humaine. Les critères à retenir sont les suivants :

REGION	CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	CARACTERISTIQUES FINANCIERES ACCEPTABLES	COUT D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION ACCEPTABLE
KAYES	Types: Pompes à tringles, à	Prix de renouvellement des	Entretien facile au niveau

KOULIKORO  SIKASSO  SEGOU	rotor et à compression  hydraulique ; Rendement : 1000 Vheure et plus à une HMT de 45 mètres; Résistance à: la corrosion et à l'abrasion Fiabilité: Durée potentielle de Fonctionnement satisfaisant.	principaux ne dépassant en moyenne 480 000 Fcfa tous les 5 à 10 ans	village (VLOIVI)  Frais d'entretien annuel de 10 000 à 40 000 francs CFA
MOPTI  TOMBOUCTOU  GAO KIDAL	Types: Pompes à tringles, à rotor et à compression  hydraulique; Rendement: 1000 Vheure et plus à une HMT de 45 à 90 mètres ; Résistance à: la corrosion et à rabrasion Fiabilité: Durée potentielle de fonctionnement satisfaisant.	Prix de renouvellement des principaux ne dépassant en moyenne 480 000 Fcfa tous les 5 à 10 ans	Entretien facile au niveau village (VLOM)  Frais d'entretien annuel de 10 000 à 40 000 francs CFA

#### **Article 16 :**

L'introduction de nouveaux types de pompes reste possible après des tests concluants sur le terrain.

#### **Article 17 :**

La fourniture des pompes retenues se fait par voie d'appel d'offre nationale, internationale ou locale et conformément aux procédures en vigueur au Mali. Leurs installations font l'objet de consultation au niveau local en vue de promouvoir les petites et moyennes entreprises du pays.

### **CHAPITRE VII- GESTION DES POINTS D'EAU, DES SYSTEMES D'ADDUCTION D'EAU ET DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT**

#### **Article 18 :**

Les points d'eau au niveau villageois sont gérés par des comités de points d'eau en cohérence avec les autorités communales et dont les membres sont élus au sein de la communauté villageoise. Ces comités, sont constitués, dans la mesure du possible, en majorité de femmes.

Le comité est le responsable du point d'eau devant la communauté villageoise et est chargé de mettre en place tous les mécanismes de gestion permettant d'assurer la pérennité de l'ouvrage et son remplacement.

#### **Article 19 :**

Les systèmes d'adduction d'eau sommaires sont proposés aux centres ruraux et semi-urbains. Les postes autonomes, les systèmes dotés de bornes fontaines et des branchements privés conçus à partir de critères simples et appropriés sont programmés de manière à satisfaire la demande des usagers.

Les sources d'énergie sont, soit solaire soit thermique et cela selon le choix des usagers et des caractéristiques des ouvrages de captage.

Les Systèmes d'adduction d'eau potable sont gérés par des exploitants recrutés par la commune au nom des communautés. Cette exploitation se fait à travers un contrat de gestion conclu entre l'exploitant, la commune et les Associations d'Usagers (AU) conformément au cahier de charge type de délégation de gestion des ouvrages.

**Article 20 :**

La gestion des ouvrages d'assainissement familiaux relève de la seule responsabilité des bénéficiaires.

Les latrines collectives sont gérées et exploitées par des exploitants choisis par l'autorité communale et sur la base d'un contrat.

L'entretien des ouvrages d'assainissement autour des points d'eau est à la charge de l'exploitant.

**Article 21 :**

Le présent arrêté interministériel qui prend effet à compter de sa date de signature, abroge toutes dispositions antérieures et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le ..22 NOV 2000.....

LE MINISTRE DE LEQUIPEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE  
L'URBANISME

LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE  
ET DE L'EA U

Soumaïla CISSE

Aboubacary COULIBALY

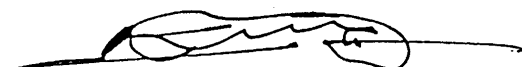
LE MINISTRE: DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES  
LOCALES

LE MINISTRE DE LA SANTE

Ousmane SY

Madame TRAORE Fatoumata  
NAFO

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



Bacari KONE



## AMPLIATIONS

ORIGINAL:	1
P-RM-CS-CESC-CC-SGG-AN:.	7
PRIM -TOUS MINISTERES :	22
TOUS HAUTS COMMISSARIATS:	9
TOUTES DIRECTIONS NATIONALES:	28
CCIM:	1
ORDRE DES INGENIEURS CONSEILS :	1
ORDRE DES ARCHITECTES:	1
ORDRE DES URBANISTES:	1
ASCOMA:	1
APCAM:	1
ARCHIVES:	1
J.O:	1